

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2014/29098]

**16 JANVIER 2014. — Décret modifiant certaines dispositions en matière de congés pour les membres du personnel de l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER. — *Modifications de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 4, alinéa 4 de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat tel que modifié par le décret du 20 décembre 2012, les termes " dans les vingt jours calendrier qui précèdent ou suivent " sont remplacés par les termes " dans les quatre mois qui suivent " .

**Art. 2.** L'article 43, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 8 décembre 1967 pris en application de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1967 déterminant les positions administratives du personnel administratif, du personnel de maîtrise, gens de métier et de service des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat est remplacé par le § 1<sup>er</sup> suivant :

" § 1<sup>er</sup>. Si entre la date de l'accouchement et la fin du congé de maternité, la mère de l'enfant décède ou est hospitalisée, le membre du personnel vis-à-vis duquel la filiation est établie avec l'enfant précité, obtient, à sa demande, un congé de paternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

A défaut d'un membre du personnel visé à l'alinéa précédent, le même droit revient au membre du personnel qui, au moment de la naissance :

1 est marié avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie;

2 cohabite légalement avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi;

3 depuis une période ininterrompue de trois ans précédant la naissance, cohabite de manière permanente et effective avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi. La preuve de la cohabitation et de la résidence principale est fournie au moyen d'un extrait du registre de la population.

Un seul membre du personnel a droit au congé visé à l'alinéa précédent, à l'occasion de la naissance d'un même enfant. Les membres du personnel qui ouvrent le droit au congé en vertu respectivement du 1, du 2 et du 3 de l'alinéa 2 ont successivement priorité les uns sur les autres.

Le présent congé est, le cas échéant, déduit du congé d'adoption mentionné à l'article 8bis.

En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisé par la mère. Le membre du personnel visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le Gouvernement dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

En cas d'hospitalisation de la mère, le membre du personnel visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 peut bénéficier du congé de paternité dans les conditions suivantes :

1. le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital;

2. l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité ne peut débuter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisé par la mère. "

**Art. 3.** Les deux premières phrases de l'alinéa 1<sup>er</sup>, § 2 de l'article 43 du même arrêté sont remplacées par ce qui suit :

" § 2. Le membre du personnel visé au § 1<sup>er</sup> qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le Gouvernement dans les sept jours à dater de l'hospitalisation de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité et sa durée probable. "

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 4.** A l'article 5, alinéa 4 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements tel que modifié par le décret du 20 décembre 2012, les termes " dans les vingt jours calendrier qui précèdent ou suivent " sont remplacés par les termes " dans les quatre mois qui suivent " .

**Art. 5.** L'article 56, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements est remplacé par le § 1<sup>er</sup> suivant :

“ § 1. Si entre la date de l'accouchement et la fin du congé de maternité, la mère de l'enfant décède ou est hospitalisée, le membre du personnel vis-à-vis duquel la filiation est établie avec l'enfant précité, obtient, à sa demande, un congé de paternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

A défaut d'un membre du personnel visé à l'alinéa précédent, le même droit revient au membre du personnel qui, au moment de la naissance :

1. est marié avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie;
2. cohabite légalement avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi;
3. depuis une période ininterrompue de trois ans précédant la naissance, cohabite de manière permanente et effective avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi. La preuve de la cohabitation et de la résidence principale est fournie au moyen d'un extrait du registre de la population

Un seul membre du personnel a droit au congé visé à l'alinéa précédent, à l'occasion de la naissance d'un même enfant. Les membres du personnel qui ouvrent le droit au congé en vertu respectivement du 1, du 2 et du 3 de l'alinéa 2 ont successivement priorité les uns sur les autres.

Le présent congé est, le cas échéant, déduit du congé d'adoption mentionné à l'article 13bis.

En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisé par la mère. Le membre du personnel visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le Gouvernement dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

En cas d'hospitalisation de la mère, le membre du personnel visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 peut bénéficier du congé de paternité dans les conditions suivantes :

1. le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital;
2. l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité ne peut débiter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisé par la mère. ”

**Art. 6.** L'article 56, § 2 alinéa 1<sup>er</sup> du même arrêté est remplacé par le § 2, alinéa 1<sup>er</sup> suivant :

“ § 2. Le membre du personnel visé au § 1<sup>er</sup> qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le Gouvernement dans les sept jours à dater de l'hospitalisation de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité et sa durée probable. ”

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection*

**Art. 7.** A l'article 4, alinéa 4 de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 2010, les termes “ dans les vingt jours calendrier qui précèdent ou suivent ” sont remplacés par les termes “ dans les quatre mois qui suivent ” .

**Art. 8.** L'article 52, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médicosociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection est remplacé par le § 1<sup>er</sup> suivant :

“ § 1<sup>er</sup>. Si entre la date de l'accouchement et la fin du congé de maternité, la mère de l'enfant décède ou est hospitalisée, le membre du personnel vis-à-vis duquel la filiation est établie avec l'enfant précité, obtient, à sa demande, un congé de paternité en vue d'assurer l'accueil de l'enfant.

A défaut d'un membre du personnel visé à l'alinéa précédent, le même droit revient au membre du personnel qui, au moment de la naissance :

1. est marié avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie;
2. cohabite légalement avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi;

3. depuis une période ininterrompue de trois ans précédant la naissance, cohabite de manière permanente et effective avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne soient pas unis par un lien de parenté entraînant une prohibition de mariage dont ils ne peuvent être dispensés par le Roi. La preuve de la cohabitation et de la résidence principale est fournie au moyen d'un extrait du registre de la population.

Un seul membre du personnel a droit au congé visé à l'alinéa précédent, à l'occasion de la naissance d'un même enfant. Les membres du personnel qui ouvrent le droit au congé en vertu respectivement du 1, du 2 et du 3 de l'alinéa 2 ont successivement priorité les uns sur les autres.

Le présent congé est, le cas échéant, déduit du congé d'adoption mentionné à l'article 13.

En cas de décès de la mère, la durée du congé de paternité est au maximum égale à la durée du congé de maternité non encore épuisé par la mère. Le membre du personnel visé aux alinéas 1 et 2 qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le Gouvernement dans les sept jours à dater du décès de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité et sa durée probable. Un extrait de l'acte de décès de la mère est produit dans les meilleurs délais.

En cas d'hospitalisation de la mère, le membre du personnel visé aux alinéas 1 et 2 peut bénéficier du congé de paternité dans les conditions suivantes :

1. le nouveau-né doit avoir quitté l'hôpital;
2. l'hospitalisation de la mère doit avoir une durée de plus de sept jours.

Le congé de paternité ne peut débiter avant le septième jour qui suit le jour de la naissance de l'enfant et se termine au moment où prend fin l'hospitalisation de la mère et au plus tard au terme de la partie du congé de maternité non encore épuisé par la mère. ”.

**Art. 9.** Les deux premières phrases de l'alinéa 1<sup>er</sup>, § 2 de l'article 52 du même arrêté sont remplacées par ce qui suit :

“ § 2. Le membre du personnel visé au § 1<sup>er</sup> qui souhaite bénéficier du congé de paternité en informe par écrit le Gouvernement dans les sept jours à dater de l'hospitalisation de la mère. Cet écrit mentionne la date du début du congé de paternité et sa durée probable. ”.

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux*

**Art. 10.** A l'article 2, § 6 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 décembre 1992 relatif à l'interruption de la carrière professionnelle dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux tel que modifié par le décret du 1<sup>er</sup> décembre 2010, le terme “ ¼ ” est supprimé.

**Art. 11.** Dans l'article 2, § 7, aliéna unique, du même arrêté, le terme “ 1/4 ” est supprimé.

**Art. 12.** A l'article 4, § 3 du même arrêté, les termes “ après 50 ans ” sont remplacés par les termes “ après 55 ans ou 50 ans dans les situations prévues à l'article 3, §§ 3 et 4 de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, ”.

**Art. 13.** A l'article 4, § 5 du même arrêté, les termes “ l'âge de 50 ans ” sont remplacés par les termes “ l'âge de 55 ans ou 50 ans dans les situations prévues à l'article 3, §§ 3 et 4 de l'arrêté royal du 12 août 1991 relatif à l'octroi d'allocations d'interruption aux membres du personnel de l'enseignement et des centres psycho-médico-sociaux, ”.

**Art. 14.** Les articles 12 et 13 du présent décret produisent leurs effets au 1<sup>er</sup> septembre 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 janvier 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiodisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,  
Mme M.-M. SCHYNS

—  
Note

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement.* Projet de décret, n° 582-1. Rapport, n° 582-2.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 15 janvier 2014.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29098]

**16 JANUARI 2014. — Decreet houdende diverse bepalingen inzake verlof voor de personeelsleden van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd onderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I.** — *Wijzigingen aan het Koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs*

**Artikel 1.** In artikel 4, vierde lid van het Koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs zoals gewijzigd bij het decreet van 20 december 2012, worden de woorden “ binnen de twintig kalenderdagen voor of na de gebeurtenis ” vervangen door de woorden “ binnen de vier maanden na de gebeurtenis ”.

**Art. 2.** Artikel 43, § 1, van het Koninklijk besluit van 8 december 1967 genomen ter uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1967 houdende vaststelling van de administratieve stand van de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel van de rijksinrichtingen voor kleuteronderwijs, voor lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs, wordt door de volgende eerste paragraaf vervangen :

“ § 1. Als tussen de datum van de bevalling en het einde van de moederschapsrust de moeder van het kind overlijdt of in het ziekenhuis wordt opgenomen, verkrijgt het personeelslid ten opzichte van wie de filiatie vaststaat met het voornoemde kind, op eigen aanvraag, een vaderschapsverlof met het oog op de opvang van het kind.

Bij gebrek aan een personeelslid zoals bedoeld bij het vorige lid, krijgt het personeelslid hetzelfde recht als, op het ogenblik van de geboorte :

1. het getrouwd is met de persoon ten opzichte van wie de filiatie vaststaat;
2. het wettelijk samenwoont met de persoon ten opzichte van wie de filiatie vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en voor zover ze geen verwantschapsverband hebben dat een verbod met zich meebrengt inzake huwelijk waarvan ze door de Koning niet vrijgesteld kunnen worden;
3. het sinds een ononderbroken periode van drie jaar vóór de geboorte, permanent en werkelijk samenwoont met de persoon ten opzichte van wie de filiatie vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en voor zover ze geen verwantschapsverband hebben dat een verbod met zich meebrengt inzake huwelijk waarvan ze door de Koning niet vrijgesteld kunnen worden. Het bewijs van de samenwoning en van de hoofdverblijfplaats wordt gegeven via een uittreksel van het rijksregister.

Een enkel personeelslid heeft recht op het verlof bedoeld bij het vorige lid, ter gelegenheid van de geboorte van eenzelfde kind. De personeelsleden dankzij wie het recht op verlof verkregen wordt krachtens respectief de punten 1, 2 en 3 van het tweede lid hebben opeenvolgend voorrang de ene op de anderen.

Dit verlof wordt, desgevallend, afgetrokken van het adoptieverlof vermeld bij artikel 8bis.

Ingeval de moeder zou overlijden, zou de duur van het vaderschapsverlof maximaal gelijk zijn aan de duur van de moederschapsrust die door de moeder nog niet is opgenomen. Het personeelslid bedoeld bij de vorige leden 1 en 2 dat het vaderschapsverlof wil genieten, informeert de Regering schriftelijk ervan binnen de zeven dagen vanaf het overlijden van de moeder. Dat geschreven document vermeldt de datum van het begin van het vaderschapsverlof en zijn vermoedelijke duur. Een uittreksel van de overlijdensakte van de moeder wordt zo vlug mogelijk ingediend.

Ingeval de moeder in het ziekenhuis zou opgenomen zijn, kan het personeelslid bedoeld bij de leden 1 en 2 het vaderschapsverlof genieten in de volgende gevallen :

1. het pasgeboren kind moet het ziekenhuis verlaten hebben;
2. de ziekenhuisopname van de moeder moet meer dan zeven dagen duren.

Het vaderschapsverlof kan niet voor de zevende dag beginnen volgend op de dag van de geboorte van het kind en eindigt op het moment waarop de ziekenhuisopname van de moeder beëindigt en ten laatste op het einde van het deel van de moederschapsrust dat door de moeder nog niet is opgenomen. ”.

**Art. 3.** De eerste twee zinnen van het eerste lid, § 2 van artikel 43 van hetzelfde besluit worden vervangen door hetgeen volgt :

“ § 2. Het personeelslid bedoeld bij de eerste paragraaf dat het vaderschapsverlof wil genieten, informeert de Regering schriftelijk ervan binnen de zeven dagen vanaf het opnemen in het ziekenhuis van de moeder. Dat geschreven document vermeldt de datum van het begin van het vaderschapsverlof en zijn vermoedelijke duur. ”.

**HOOFDSTUK II.** — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen*

**Art. 4.** In artikel 5, vierde lid van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen zoals gewijzigd bij het decreet van 20 december 2012, worden de woorden “ binnen de twintig kalenderdagen voor of na de gebeurtenis ” vervangen door de woorden “ binnen de vier maanden na de gebeurtenis ”.

**Art. 5.** Artikel 56, § 1, van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt door de volgende eerste paragraaf vervangen :

“ § 1. Als tussen de datum van de bevalling en het einde van de moederschapsrust de moeder van het kind overlijdt of in het ziekenhuis wordt opgenomen, verkrijgt, op eigen aanvraag, het personeelslid ten opzichte van wie de filiatie vaststaat met het voornoemde kind een vaderschapsverlof met het oog op de opvang van het kind.

Bij gebrek aan een personeelslid zoals bedoeld bij het vorige lid, krijgt het personeelslid hetzelfde recht als, op het ogenblik van de geboorte :

1. het getrouwd is met de persoon ten opzichte van wie de filiatie vaststaat;
2. het wettelijk samenwoont met de persoon ten opzichte van wie de filiatie vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en voor zover ze geen verwantschapsverband hebben dat een verbod met zich meebrengt inzake huwelijk waarvan ze door de Koning niet vrijgesteld kunnen worden;
3. het sinds een ononderbroken periode van drie jaar vóór de geboorte, permanent en werkelijk samenwoont met de persoon ten opzichte van wie de filiatie vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en voor zover ze geen verwantschapsverband hebben dat een verbod met zich meebrengt inzake huwelijk waarvan ze door de Koning niet vrijgesteld kunnen worden. Het bewijs van de samenwoning en van de hoofdverblijfplaats wordt gegeven via een uittreksel van het rijksregister.

Een enkel personeelslid heeft recht op het verlof bedoeld bij het vorige lid, ter gelegenheid van de geboorte van eenzelfde kind. De personeelsleden dankzij wie het recht op verlof verkregen wordt krachtens respectief de punten 1, 2 en 3 van het tweede lid hebben opeenvolgend voorrang de ene op de anderen.

Dit verlof wordt, desgevallend, afgetrokken van het adoptieverlof vermeld bij artikel 13*bis*.

Ingeval de moeder zou overlijden, zou de duur van het vaderschapsverlof maximaal gelijk zijn aan de duur van de moederschapsrust die door de moeder nog niet is opgenomen. Het personeelslid bedoeld bij de vorige leden 1 en 2 dat het vaderschapsverlof wil genieten, informeert de Regering schriftelijk ervan binnen de zeven dagen vanaf het overlijden van de moeder. Dat geschreven document vermeldt de datum van het begin van het vaderschapsverlof en zijn vermoedelijke duur. Een uittreksel van de overlijdensakte van de moeder wordt zo vlug mogelijk ingediend.

Ingeval de moeder in het ziekenhuis zou opgenomen zijn, kan het personeelslid bedoeld bij de leden 1 en 2 het vaderschapsverlof genieten in de volgende gevallen :

1. het pasgeboren kind moet het ziekenhuis verlaten hebben;
2. de ziekenhuisopname van de moeder moet meer dan zeven dagen duren.

Het vaderschapsverlof kan niet voor de zevende dag beginnen volgend op de dag van de geboorte van het kind en eindigt op het moment waarop de ziekenhuisopname van de moeder beëindigt en ten laatste op het einde van het deel van de moederschapsrust dat door de moeder nog niet is opgenomen. ”.

**Art. 6.** Artikel 56, § 2, eerste lid van hetzelfde besluit wordt door de volgende tweede paragraaf :

“ § 2. Het personeelslid bedoeld bij de eerste paragraaf dat het vaderschapsverlof wil genieten, informeert de Regering schriftelijk ervan binnen de zeven dagen vanaf het opnemen in het ziekenhuis van de moeder. Dat geschreven document vermeldt de datum van het begin van het vaderschapsverlof en zijn vermoedelijke duur. ”.

**HOOFDSTUK III. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten**

**Art. 7.** In artikel 4, vierde lid van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten zoals gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 mei 2010, worden de woorden “ binnen de twintig kalenderdagen voor of na de gebeurtenis ” vervangen door de woorden “ binnen de vier maanden na de gebeurtenis ”.

**Art. 8.** Artikel 52, § 1, van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd technisch personeel van de rijks-psycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, wordt door de volgende eerste paragraaf vervangen :

“ § 1. Als tussen de datum van de bevalling en het einde van de moederschapsrust de moeder van het kind overlijdt of in het ziekenhuis wordt opgenomen, verkrijgt, op eigen aanvraag, het personeelslid ten opzichte van wie de filiatie vaststaat met het voornoemde kind een vaderschapsverlof met het oog op de opvang van het kind.

Bij gebrek aan een personeelslid zoals bedoeld bij het vorige lid, krijgt het personeelslid hetzelfde recht als, op het ogenblik van de geboorte :

1. het getrouwd is met de persoon ten opzichte van wie de filiatie vaststaat;
2. het wettelijk samenwoont met de persoon ten opzichte van wie de filiatie vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en voor zover ze geen verwantschapsverband hebben dat een verbod met zich meebrengt inzake huwelijk waarvan ze door de Koning niet vrijgesteld kunnen worden;

3. het sinds een ononderbroken periode van drie jaar vóór de geboorte, permanent en werkelijk samenwoont met de persoon ten opzichte van wie de filiatie vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en voor zover ze geen verwantschapsverband hebben dat een verbod met zich meebrengt inzake huwelijk waarvan ze door de Koning niet vrijgesteld kunnen worden. Het bewijs van de samenwoning en van de hoofdverblijfplaats wordt gegeven via een uittreksel van het rijksregister.

Een enkel personeelslid heeft recht op het verlof bedoeld bij het vorige lid, ter gelegenheid van de geboorte van eenzelfde kind. De personeelsleden dankzij wie het recht op verlof verkregen wordt krachtens respectief de punten 1, 2 en 3 van het tweede lid hebben opeenvolgend voorrang de ene op de anderen.

Dit verlof wordt, desgevallend, afgetrokken van het adoptieverlof vermeld bij artikel 13.

Ingeval de moeder zou overlijden, zou de duur van het vaderschapsverlof maximaal gelijk zijn aan de duur van de moederschapsrust die door de moeder nog niet is opgenomen. Het personeelslid bedoeld bij de vorige leden 1 en 2 dat het vaderschapsverlof wil genieten, informeert de Regering schriftelijk ervan binnen de zeven dagen vanaf het overlijden van de moeder. Dat geschreven document vermeldt de datum van het begin van het vaderschapsverlof en zijn vermoedelijke duur. Een uittreksel van de overlijdensakte van de moeder wordt zo vlug mogelijk ingediend.

Ingeval de moeder in het ziekenhuis zou opgenomen zijn, kan het personeelslid bedoeld bij de leden 1 en 2 het vaderschapsverlof genieten in de volgende gevallen :

1. het pasgeboren kind moet het ziekenhuis verlaten hebben;
2. de ziekenhuisopname van de moeder moet meer dan zeven dagen duren.

Het vaderschapsverlof kan niet voor de zevende dag beginnen volgend op de dag van de geboorte van het kind en eindigt op het moment waarop de ziekenhuisopname van de moeder beëindigt en ten laatste op het einde van het deel van de moederschapsrust dat door de moeder nog niet is opgenomen. ”.

**Art. 9.** De eerste twee zinnen van het eerste lid, § 2 van artikel 52 van hetzelfde besluit worden vervangen door hetgeen volgt :

“ § 2. Het personeelslid bedoeld bij de eerste paragraaf dat het vaderschapsverlof wil genieten, informeert de Regering schriftelijk ervan binnen de zeven dagen vanaf het opnemen in het ziekenhuis van de moeder. Dat geschreven document vermeldt de datum van het begin van het vaderschapsverlof en zijn vermoedelijke duur. ”.

**HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen aan het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra**

**Art. 10.** In artikel 2, § 6, van het Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 december 1992 betreffende de onderbreking van de beroepsloopbaan in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra zoals gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, wordt de vermelding “ 1/4 ” geschrapt.

**Art. 11.** In artikel 2, § 7, enig lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “ 1/4 ” geschrapt.

**Art. 12.** In artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit, worden de woorden “ na 50 jaar ” vervangen door de woorden “ na 55 jaar of 50 jaar in de toestanden bepaald in artikel 3, §§ 3 en 4 van het Koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, ”.

**Art. 13.** In artikel 4, § 5 van hetzelfde besluit, worden de woorden “ na de leeftijd 50 jaar ” vervangen door de woorden “ na de leeftijd van 55 jaar of 50 jaar in de toestanden bepaald in artikel 3, §§ 3 en 4 van het Koninklijk besluit van 12 augustus 1991 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, ”.

**Art. 14.** De artikelen 12 en 13 van dit decreet hebben uitwerking met ingang van 1 september 2012.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 16 januari 2014.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) *Zitting 2013 – 2014.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 582 – 1. — Verslag, nr. 582-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 15 januari 2014.